

18 MARS 2014

**NON** au pacte de  
responsabilité

## Grève interprofessionnelle Pour l'emploi, les salaires, la protection sociale et les services publics.

Les vœux du Président de la République ont confirmé une politique d'austérité qui dégrade les conditions de vie notamment des salariés, précaires et privés d'emploi. Déjà, en 2013, les nouveaux reculs sur les retraites et « l'accord interprofessionnel » (ANI) témoignaient d'un cap maintenu pour continuer à démanteler les conquêtes sociales dans notre pays. La réalité du pacte dit de « responsabilité » c'est d'alléger encore davantage le « coût du travail » pour permettre une hypothétique baisse du chômage.

Dans ses objectifs, F. Hollande a indiqué que « d'ici 2017, pour les entreprises et pour les travailleurs indépendants, ce soit la fin des cotisations familiales. Cela représente 36 milliards d'euros ».

**Force est de constater que toutes les mesures offertes aux entreprises en matière de baisse des cotisations, loin de créer des d'emplois, ne servent qu'à la finance et participent à la destruction de la Sécurité Sociale.**

**Cette politique mène droit dans le mur !**

**Il s'agit d'un changement radical, d'une attaque sans précédent sur le financement de la Sécurité Sociale et sur le salaire différé socialisé, d'une remise en cause fondamentale de notre système de protection sociale issu du Conseil National de la Résistance.**

**Aujourd'hui, c'est la famille, demain la maladie ?!  
La Sécurité sociale est en danger,  
comme en 1995, défendons la !**

**FO ET CGT CONSIDERENT QUE LA CROISSANCE ECONOMIQUE PASSE PAR LA SATISFACTION DE REVENDEICATIONS URGENTES**, en particulier :

- L'augmentation des salaires et des retraites
- L'arrêt des licenciements et des suppressions d'emploi
- Le retour à la retraite à 60 ans à taux plein,
- L'arrêt des accords dits de « compétitivité ».

**CONTRE LE PACTE DE RESPONSABILITE, ELLES EXIGENT :**

- Le maintien du financement de la branche famille par les cotisations
- L'annulation de la baisse des dépenses publiques annoncées (68 milliards)
- La défense des services publics et l'arrêt des réformes en cours.

**FO ET CGT**

**APPELLENT LES SALARIES ACTIFS, RETRAITES, CHOMEURS, DU PRIVE COMME DU PUBLIC,  
A LA GREVE INTERPROFESSIONNELLE ET AUX MANIFESTATIONS  
LE 18 MARS 2014**